

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie, avec la participation des SE de la zone Octobre 2025

Faits saillants:

- Pologne : creusement du déficit commercial début 2025 ;
- **Hongrie:** activité soutenue par le cycle électoral, au prix d'un report de l'assainissement budgétaire;
- **Tchéquie**: maintien du taux directeur à 3,5 % alors que l'inflation poursuit son recul;
- Slovaquie: croissance en tassement pour 2025-2026;
- Estonie: montée en puissance de la stratégie de compétitivité et d'innovation;
- Lettonie: révision à la baisse des prévisions de croissance par le FMI;
- Lituanie: forte hausse attendue des dépenses publiques et de défense en 2026.

Dossier du mois : Les relations des pays d'Europe centrale et balte avec l'Ukraine :

Les pays d'Europe centrale et balte jouent un rôle clé dans les relations entre l'Union européenne et l'Ukraine. Leur proximité géographique, ainsi que leurs liens historiques et économiques avec leur voisin oriental, leur confèrent une position stratégique depuis le déclenchement de la guerre.

En première ligne face au conflit, ces États se sont distingués par un engagement rapide et soutenu en faveur de l'Ukraine, qu'il s'agisse d'aide militaire, financière ou humanitaire, ou encore de l'accueil de plusieurs millions de réfugiés.

Parallèlement, la guerre a profondément reconfiguré les échanges économiques entre l'Ukraine et la région. Si le conflit a d'abord désorganisé les flux commerciaux traditionnels, les pays d'Europe centrale et balte se sont imposés comme des partenaires économiques de premier plan, soutenant la continuité des exportations et la relocalisation de certaines chaînes logistiques ukrainiennes.

Ainsi, la région apparaît aujourd'hui à la fois comme un pilier du soutien européen à l'Ukraine et comme un acteur majeur de la redéfinition des liens économiques avec ce pays, au cœur d'un environnement géopolitique et commercial en recomposition.

LE CHIFFRE A RETENIR

1,4 %

Dépenses de R&D en Pologne en 2024 en % du PIB (soit 12 Mds EUR).

Pologne

Creusement du déficit commercial sur les huit premiers mois 2025

Sur la période janvier-août 2025, la Pologne enregistre un déficit commercial de 5,1 Mds EUR, après un excédent de 2,4 Mds EUR sur la même période en 2024. Cette dégradation s'explique principalement par une hausse des importations (+4,7 %), plus marquée que celle des exportations (+1,6 %). L'Allemagne reste de loin le principal partenaire commercial de la Pologne (27 % des exportations, 19,4 % des importations). La France se maintient au 3° rang des clients (6,1 % de part de marché) et au 6° rang des fournisseurs (3,4 %).

Baisse des investissements industriels

Selon l'office national des statistiques (GUS), la formation brute de capital fixe (FBCF) dans l'industrie polonaise, pour les entreprises de 50 salariés et plus, a diminué de 8,4 % en prix courants sur les six premiers mois de 2025 par rapport à la même période en 2024. La contraction est plus marquée dans l'industrie manufacturière (-10,7 %).

Baisse du taux directeur de 25 points de base

Le 8 octobre 2025, la Banque centrale de Pologne (NBP) a abaissé son taux de référence de 0,25 point, à 4,5 %, invoquant la modération de la pression inflationniste. Elle a de nouveau abaissé le taux de 0,25 point le 11 novembre, à 4,25 %. Selon le GUS, l'inflation ressort en septembre à 2,8 % en glissement annuel (g.a.), proche de la cible de la NBP (2,5 % ± 1 point).

Baisse des dépenses de R&D en 2024

Les dépenses de recherche et développement ont atteint 12 Mds EUR (51,5 Mds PLN) en 2024, soit une diminution de 3,1 % sur un an. Leur poids dans le PIB s'établit à 1,41 %, en recul de 0,15 point par rapport à 2023. Il s'agit de la première baisse depuis 2017, à rebours de la tendance européenne alors que les crédits budgétaires publics totaux alloués à la R&D dans l'ensemble des Etats membres ont progressé de +3,4 % par rapport à 2023.

Repli de l'emploi salarié, légère hausse du chômage

En septembre, l'emploi salarié dans le secteur des entreprises a reculé de 0,8 % (g.a.) selon le GUS. Sur les neuf premiers mois de 2025, la baisse atteint 1 % par rapport à la même période en 2024. Le taux de chômage s'élève à 3,2 % selon Eurostat, soit l'un des plus faibles de l'UE (contre 6 % en moyenne), mais en hausse de 0,2 point sur un an.

Rebond des ventes de véhicules particuliers en septembre

En septembre 2025, les immatriculations de véhicules particuliers neufs ont atteint 55 600 unités, en hausse de 18,1 % sur un an. Sur les neuf premiers mois, les ventes totalisent 477 100 unités (+6,8 %). La part des véhicules électriques s'établit à près de 9 %, tandis que celle des véhicules importés de Chine (toutes motorisations confondues) atteint 8,9 %. Toyota conserve sa position de leader du marché (16 %), devant Skoda (10,6 %) et Volkswagen (7,2 %).

Hongrie

FMI: nécessité de réformes structurelles sur fond de croissance faible et d'inflation persistante

Le FMI anticipe une croissance limitée à +0,6 % en 2025 en Hongrie, reflétant les effets durables de la récession de 2024, une inflation encore élevée et des conditions financières restrictives. L'inflation atteindrait 4,5 % en 2025, au-dessus de la cible de la Banque centrale, et ne reviendrait vers 3 % qu'en 2027.

Le FMI recommande à la Hongrie de réduire son déficit et de stabiliser sa dette, afin de contenir les coûts de financement et la vulnérabilité aux taux d'intérêt, tout en mettant en œuvre des réformes structurelles pour soutenir la croissance. Le pays demeure particulièrement exposé au ralentissement industriel européen, en raison de son intégration dans les chaînes de production, notamment automobiles.

Fitch: politique budgétaire jugée trop expansive

Selon Fitch Ratings, les mesures budgétaires annoncées en 2025 devraient maintenir un déficit supérieur à 4 % du PIB jusqu'en 2027, malgré une croissance estimée à 0,6 % en 2025 et 2,5 % en 2026.

L'agence souligne une dette publique élevée par rapport à la moyenne des pays notés « BBB », en dépit d'un PIB par habitant plus élevé. Les tensions commerciales, la modération des salaires réels et le manque de fonds européens limitent les marges de manœuvre de l'économie. La Banque centrale devrait maintenir son taux directeur à 6,5 % en 2025, avant un repli graduel à 4,5 % fin 2027. Fitch avertit qu'une politique budgétaire trop expansionniste à l'approche des élections pourrait menacer la réduction de la dette et la confiance des investisseurs.

S&P: notation souveraine maintenue à BBB-, perspective négative

Standard & Poor's a confirmé la note BBB- de la Hongrie, avec perspective négative, évitant ainsi le passage dans la catégorie « spéculative ». La situation budgétaire reste fragile, avec un déficit attendu entre 4,0 % et 4,5 % du PIB en 2025, puis 3,7 % en 2026.

La dette publique est jugée sous contrôle et la confiance des investisseurs demeure solide, comme en témoignent les succès récents des émissions obligataires en devises étrangères. Les prochaines révisions de note sont prévues chez Moody's le 28 novembre et Fitch le 5 décembre, sans risque immédiat de dégradation vers le « junk ».

Soutien temporaire du cycle électoral à la croissance en 2026

D'après l'Institut d'études économiques internationales de Vienne (WIIW), la Hongrie pourrait connaître un rebond de croissance à 2,5 % en 2026, stimulé par les dépenses publiques préélectorales (programmes sociaux, soutien au logement), avant un ralentissement à 1,5 % en 2027 lié à un probable ajustement budgétaire post-élections.

Cependant, les déséquilibres structurels persisteraient : inflation à 4,3 % en septembre 2025 (g.a.), déficit proche de 4 % du PIB et endettement public en légère hausse, estimé à 74,7 % du PIB en 2027. La prolongation des plafonnements de prix jusqu'aux élections et le manque de fonds européens pèseraient durablement sur les recettes publiques, rendant probables de futures corrections budgétaires.

Le renoncement du gouvernement à la hausse de 13 % du salaire minimum initialement prévue pour 2026 illustre ces contraintes budgétaires et la faiblesse de la croissance (prévision ramenée à 0,5 %, contre 3,2 % initialement). Le cycle électoral soutient ainsi temporairement l'activité, au prix d'un report de l'assainissement budgétaire.

Tchéquie

Maintien du taux directeur à 3,5 %

Réuni le 24 septembre 2025, le Conseil de la Banque centrale tchèque (CNB) a décidé de maintenir son taux directeur à 3,5 %. Cette décision s'appuie sur la poursuite de la reprise économique, principalement tirée par la demande intérieure. Au 2ème trimestre 2025, le PIB a progressé de 2,6 % (g.a.), tandis que la consommation des ménages a augmenté de 3,4 %. La croissance rapide des salaires nominaux (+7,8 % g.a.) soutient les dépenses des ménages,

mais entretient aussi des pressions inflationnistes. En août, l'inflation globale s'établissait à 2,5 %, en baisse par rapport à 2,9 % en juin, tandis que l'inflation sous-jacente restait à 2,8 %, proche de la limite supérieure de la marge de tolérance de la CNB (2 % ± 1 point). Les prix des services et ceux de l'immobilier continuent de contribuer fortement à l'inflation.

Nouvelle baisse de l'inflation à 2,3 % en septembre 2025

En septembre, l'inflation annuelle a reculé à 2,3 % (g.a.), contre 2,5 % en août, soit son niveau le plus bas depuis avril et inférieur à la prévision de la CNB (2,6 %). Cette évolution résulte du ralentissement de la hausse des prix alimentaires, à 2,7 % (g.a.) contre 4,7 % en août. La CNB n'anticipe toutefois aucun nouveau ralentissement de ces prix d'ici la fin de l'année.

L'inflation sous-jacente demeure stable à 2,8 %, reflétant notamment la hausse des coûts du logement (+4,9 % pour les loyers, g.a., stable depuis quatre mois) et la hausse soutenue des prix des services marchands (+4,4 % g.a.).

Baisse de la production industrielle, reprise du secteur de la construction

En août, la production industrielle tchèque a reculé de 1,3 % (g.a.) et de 1,1 % en rythme mensuel, tandis que la valeur des nouvelles commandes diminuait de 5,5 % (g.a.).

À l'inverse, la production du secteur de la construction a progressé de 17,1 % (g.a.) et de 2,3 % en rythme mensuel sur la même période. La valeur des permis de construire délivrés a augmenté de 12,2 % (g.a.), confirmant un redressement de l'activité dans ce secteur.

Slovaquie

Tassement de la croissance en 2025-2026

Selon les prévisions du ministère des Finances et de la banque centrale, la croissance du PIB slovaque ralentirait à 0,8 % en 2025, tirée par les investissements liés au plan de relance (2,5 Mds EUR) qui stimuleraient la dynamique du secteur privé, mais freinée par la faible progression de la consommation des ménages (+1,1 %) et des dépenses publiques (+1,1 à +1,9 %). Les exportations augmenteraient de 2,8–3,7 % et les importations de 4,2–5,1 %, dans un contexte perturbé par les droits de douane américains.

Pour 2026, la croissance serait limitée à 0,5–1,3 %, en raison du troisième paquet de consolidation budgétaire (2,7 Mds EUR, soit 0,74 point de PIB), qui pèserait sur la demande intérieure et sur les investissements (+0,8 %). La consommation des ménages n'augmenterait que de 0,9 % selon le ministère, et pourrait même reculer légèrement (-0,3 %) selon la banque centrale, en lien avec la quasi-stagnation des salaires réels, le ralentissement de la croissance des salaires nominaux (3,6 %) et une inflation élevée (3,6 %). La consommation des administrations publiques reculerait (-0,5 %) tandis que les exportations augmenteraient légèrement (+0,7–1 %).

Malgré ce tassement, l'économie slovaque devrait retrouver un dynamisme modéré à partir de 2027, avec une croissance de 1,4 % en 2027, 1,8 % en 2028 et 2,4 % en 2029 selon le ministère, notamment grâce aux premières exportations de Volvo. La banque centrale anticipe un regain plus précoce, dès 2027 (+2,1 %), reflétant la reprise des investissements et un soutien progressif de la demande intérieure.

Budget 2026 : consolidation des dépenses publiques

Le projet de loi de finances 2026, présenté le 10 octobre, prévoit un déficit public de 4,1 % du PIB en 2026, puis 3,5 % en 2027 et 2,8 % en 2028. La dette publique atteindrait 62,8 % du PIB en 2026, avant de culminer à 64 % en 2027 et de se stabiliser en 2028 (63,9 %).

Les recettes bénéficieraient notamment de la hausse des cotisations sociales (+1 pp), de la suppression de trois jours fériés et de l'introduction de nouvelles tranches d'imposition sur le revenu. Les mesures de consolidation porteraient sur 966 M EUR (0,6 % du PIB), incluant les efforts des ministères et collectivités locales ainsi que les économies sur les transferts sociaux. Le marché du travail devrait rester sous tension, avec un emploi en recul de 0,5 % en 2026 et 0,6 % en 2027 selon la banque centrale, en lien avec la consolidation budgétaire (-17 000 emplois sur un total de -30 000 en 2027). L'inflation remonterait à 3,6–4,8 % en 2026, affectée par le retour de l'énergie au prix du marché et les effets sur le gaz des quotas ETS-2, pesant sur le pouvoir d'achat des ménages et les coûts des entreprises.

Estonie

Compétitivité et innovation au cœur de la stratégie de croissance

Le budget 2026 de l'Estonie cible la productivité, la numérisation et le soutien à l'investissement. De nouveaux instruments sont annoncés : prêts à l'innovation (27 M EUR), plafonnement du coût de l'électricité pour les industries intensives, et simplification administrative (standardisation de 150 rapports d'entreprises d'ici 2027).

Le gouvernement poursuit sa stratégie d'attractivité des capitaux sur des projets à forte valeur ajoutée. Ainsi, Enterprise Estonia (EIS) a rouvert le dispositif de soutien aux grands investissements, destiné à des projets chiffrés à au moins 100 M EUR. Trois projets de près de 400 M EUR ont déjà reçu 44 M EUR de subventions publiques en septembre. Le dispositif, doté de 160 M EUR sur quatre ans, vise à créer des emplois qualifiés et renforcer la compétitivité de l'Estonie en Europe du Nord.

Parallèlement, le gouvernement met l'accent sur la défense, les technologies vertes et la simplification des procédures d'aménagement pour accélérer les projets stratégiques. Le secteur des startups reste dynamique : 1 900 entreprises, 17 000 emplois, une contribution de 4,5 % du PIB et un chiffre d'affaires attendu de 5,5 Mds EUR en 2025. L'intelligence artificielle et les technologies de défense apparaissent comme les relais de croissance stratégiques.

Reprise de la croissance et relance budgétaire

D'après la Banque d'Estonie, la croissance atteindrait 0,6 % en 2025 avant d'accélérer à plus de 3 % dès 2026, stimulée par les dépenses publiques et l'endettement. L'inflation, la plus élevée de la zone euro cette année (5,3 %), devrait revenir autour de 2 % en 2026. La productivité des entreprises, encore faible, pourrait se redresser grâce à la reprise des investissements et à la baisse des taux d'intérêt. La banque alerte toutefois sur le risque d'un déficit public durable et d'une hausse de la dette, qui pourrait dépasser 460 M EUR à l'horizon 2029.

Reprise du marché du logement et moral des ménages

Selon Statistics Estonia, les prix du logement ont progressé de 5,5 % sur un an au 2ème trimestre 2025, stimulés par la reprise du crédit immobilier dans un contexte de baisse du taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) à 2,1 %. Les transactions se concentrent sur le marché de l'ancien, plus abordable, avec des prix à Tallinn supérieurs à la moyenne nationale. D'après Bigbank, cette tendance haussière devrait se prolonger avec la poursuite de la croissance salariale et la volonté de 90 % des Estoniens de devenir propriétaires.

En parallèle, le moral des ménages s'améliore selon une enquête du cabinet Turu-uuringute AS de septembre 2025 : 67 % se déclarent satisfaits de leur vie (+3 pts) et les personnes en difficulté financière tombent à 29 % (-5 pts).

Attentes salariales et marché du travail en refroidissement

Le baromètre Citadele (août 2025) montre un net recul de l'optimisme salarial : seuls 6 % des salariés anticipent une hausse, contre 11 % au 1^{er} trimestre. Les entreprises adoptent une attitude prudente, et la normalisation de l'inflation en 2026 limite les revalorisations. Les syndicats, notamment d'enseignants et de secouristes, jugent les hausses prévues dans le budget 2026 (8 à 10 %) insuffisantes pour attirer et retenir les talents.

Lettonie

Révision à la baisse de la croissance en 2025-2026

Le FMI a révisé à la baisse ses prévisions pour la Lettonie : le PIB devrait croître de 1 % en 2025 (contre 2 % en avril) et de 2,2 % en 2026 (contre 2,5 % précédemment). L'inflation est estimée à 3,8 % en 2025 et à 2,6 % en 2026. La croissance reste freinée par la faible productivité, des investissements limités et la dépendance aux exportations européennes.

Accès des entreprises au financement toujours limité

Malgré la hausse des volumes de prêts, la Banque de Lettonie note que les conditions de financement des entreprises restent difficiles. Les marges d'intérêt restent élevées et le crédit est fortement encadré par des garanties élevées, en moyenne 162 % du montant du prêt, ce qui freine le développement des entreprises et limite la concurrence sur le marché du crédit.

Nouvelle émission d'obligations et plan d'emprunt

Le Trésor letton a émis 1,25 Md EUR d'euro-obligations à 10 ans, au taux de 3,583 % annuel. La demande a dépassé 2,5 Mds EUR, avec 70 investisseurs européens (Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Benelux). Cette opération permet de couvrir 90 % du plan d'emprunt annuel (3,6 Mds EUR), destiné au remboursement de dettes antérieures, au financement du déficit public et à la constitution d'une réserve de trésorerie. La Lettonie prévoit encore 3,8 Mds EUR d'emprunts en 2026 et 4,3 Mds EUR en 2027.

Lituanie

Projet de loi de finances 2026 : hausse des dépenses et focus sur la défense

Le gouvernement lituanien a présenté son projet de loi de finances 2026, avec 21 Mds EUR de recettes (+16,8 %) et 27,5 Mds EUR de dépenses (+18,9 %). Les dépenses de défense atteindraient un niveau inédit de 4,8 Mds EUR (5,38 % du PIB). Le déficit public devrait s'établir à 2,7 % du PIB et la dette à 45,1 % du PIB.

Croissance modeste et inflation stable

Au 3^{ème} trimestre 2025, le PIB lituanien a progressé de 1,9 % en glissement annuel, mais a reculé de 0,2 % par rapport au trimestre précédent, marquant la première contraction trimestrielle depuis fin 2023, en raison du ralentissement de l'industrie manufacturière. L'inflation reste contenue à 3,7 % en g.a. en septembre, avec des hausses particulièrement marquées dans l'hôtellerie-restauration (+6,6 %) et les produits alimentaires (+5,0 %).

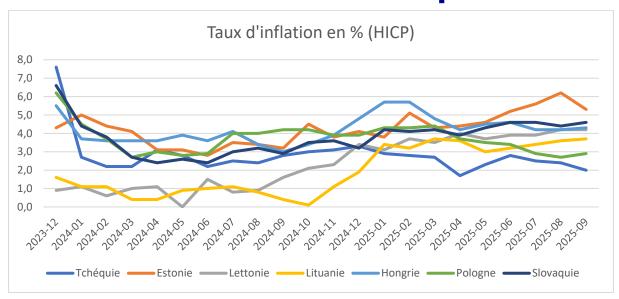
Maintien de la notation souveraine par Fitch

L'agence Fitch Ratings a confirmé la note A, perspective stable, en soulignant la solidité financière du pays et le niveau modéré de la dette publique. Fitch prévoit toutefois une hausse progressive de la dette, atteignant 50,6 % du PIB en 2027, principalement liée au financement de la défense.

Résultats bancaires contrastés

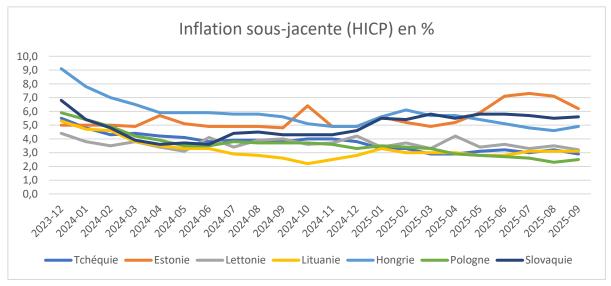
Au 1er semestre 2025, le résultat net des banques commerciales s'élève à 537 M EUR (-3,1 % g.a.). Les trois banques d'importance systémique (SEB, Swedbank, Artea) voient leur résultat net reculer de 8,3 % (344 M EUR), tandis que Revolut double son résultat à 103 M EUR. Les neuf plus petites banques ont presque quadruplé leur résultat, à 7,5 M EUR. Le secteur compte 19 banques, dont 6 succursales étrangères. Revolut Holdings Europe détient désormais 33,5 % de parts de marché, devant Swedbank (24,7 %) et SEB Bank (18,2 %).

Indicateurs macroéconomiques



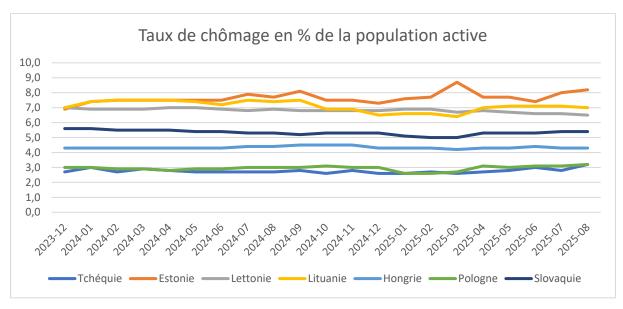
	déc-24	juin-25	juil-25	août-25	sept-25
Tchéquie	3,3	2,8	2,5	2,4	2,0
Estonie	4,1	5,2	5,6	6,2	5,3
Lettonie	3,4	3,9	3,9	4,2	4,2
Lituanie	1,9	3,2	3,4	3,6	3,7
Hongrie	4,8	4,6	4,2	4,2	4,3
Pologne	3,9	3,4	2,9	2,7	2,9
Slovaquie	3,2	4,6	4,6	4,4	4,6
Ukraine	12,0	14,3	14,1	13,2	10,9

Sources: Eurostat, Centre for Economic Strategy



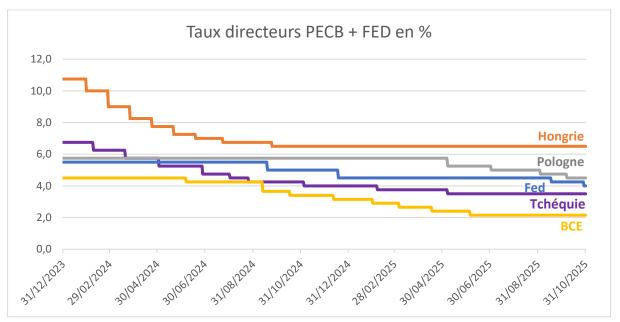
	déc-24	juin-25	juil-25	août-25	sept-25
Tchéquie	3,8	3,2	3,0	3,2	2,9
Estonie	4,9	7,1	7,3	7,1	6,2
Lettonie	4,2	3,6	3,3	3,5	3,2
Lituanie	2,8	2,8	3,1	3,1	3,1
Hongrie	4,9	5,1	4,8	4,6	4,9
Pologne	3,3	2,7	2,6	2,3	2,5
Slovaquie	4,6	5,8	5,7	5,5	5,6

Source: Eurostat (données Ukraine indisponibles)



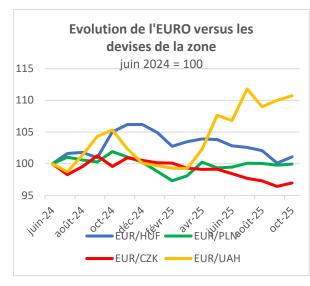
	déc-24	juin-25	juil-25	août-25	sept-25
Tchéquie	2,6	3	2,8	3,2	3
Estonie	7,3	7,4	8	7,5	7,4
Lettonie	6,8	6,6	6,6	6,5	6,4
Lituanie	6,5	7,1	7,1	7	7
Hongrie	4,3	4,4	4,3	4,3	4,5
Pologne	3	3,1	3,1	3,2	3,2
Slovaquie	5,3	5,3	5,4	5,4	5,5
Ukraine	14,2	12	11,2	15,3	13

Sources: Eurostat, Center for Economic Strategy



	déc-24	juil-25	août-25	sept-25	oct-25
Tchéquie	4	3,5	3,5	3,5	3,5
Hongrie	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
Pologne	5,75	5	5	4,75	4,5
Ukraine	13,5	15,5	15,5	15,5	15,5
BCE	3,15	2,15	2,15	2,15	2,15
FED	4,5	4,5	4,5	4,25	4,0

Sources: Banques centrales nationales, BCE



	Clôture au 31/10/2025	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2024 (%)
EUR/PLN*	4,26	-0,32	-0,44
EUR/HUF*	388,10	-0,55	-5,65
EUR/CZK*	24,33	-0,03	-3,41
EUR/USD*	1,16	-1,59	11,21
EUR/UAH*	48,51	0,53	11,68
WIG20	2 987,33	5,67	36,28
BUX	107 488,33	8,72	34,72
PX	2 396,59	2,41	36,16
PFTS	456	-1,47	-9,22
Euro Stoxx 50	5662	2,45	16,28
Spread PL-10**	270	-2,03	-24
Spread HU-10**	424	1,90	0
Spread CZ-10**	183	0,88	3
Spread UA-10**	1378	-21,76	

^{*} Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

Source : Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie	Ukraine
	PIB nominal (M EUR)							
2023	748 923,40	196 639,00	317 385,80	122 918,90	38 187,80	39 372,40	73 792,80	165 320,00
2024	840131,50	205 282,40	318 895,70	129 971,50	39 510,10	40 208,40	77 940,00	175 930,00
			Taux de croi	ssance du P	IB réel (%, g	;.a.)		
2023	0,1	-0,9 (p)	-0,1	1,4	-3	2,9	0,3	5,3
2024	2,9	0,5 (p)	1,1	2	-0,3	-0,4	2,7	3,5
	Populations (milliers)							
2023	36 753,74 (p)	9 599,74	10 827,53	5 428,79	1 365,88	1 883 ,01	2 857,28	34026,00
2024	36 620,97	9 584,63	10 900,56	5 424,69	1374,69	1871,89	2 885,89	33 343,00
			Sol	de public (%	ć PIB)			
2023	-5,3	-6,7	-3,8	-5,2	-3,1	-2,4	-0,7	-19,61
2024	-6,6	-4,9	-2,2	-5,3	-1,5	-1,8	-1,3	-17,70
			Dette p	oublique bru	te (% PIB)			
2023	49,5	73	42,5	55,6	20,2	44,6	37,3	82,3
2024	55,3	73,5	43,6	59,3	23,6	46,8	38,2	89,8
	Solde du compte courant (% PIB)							
2023	1,8	0,3	-0,1	-0,9	-1,7	-3,9	1,1	-5,4
2024	0,2	2,2	1,8	-2,8	-1,1	-2,1	2,5	-7,0

Sources: Eurostat, FMI

(p): données provisoires; (r): rupture dans la série chronologique

^{**} en pb

Dossier du mois:

Les relations des pays d'Europe centrale et balte avec l'Ukraine : flux régionaux de soutien et évolution du commerce de biens

Les pays d'Europe centrale et balte jouent un rôle clé dans les relations entre l'Union européenne et l'Ukraine. Leur proximité géographique, ainsi que leurs liens historiques et économiques avec leur voisin oriental, leur confèrent une position stratégique depuis le déclenchement de la guerre.

En première ligne face au conflit, ces États se sont distingués par un engagement rapide et soutenu en faveur de l'Ukraine, qu'il s'agisse d'aide militaire, financière ou humanitaire, ou encore de l'accueil de plusieurs millions de réfugiés.

Parallèlement, la guerre a profondément reconfiguré les échanges économiques entre l'Ukraine et la région. Si le conflit a d'abord désorganisé les flux commerciaux traditionnels, les pays d'Europe centrale et balte se sont imposés comme des partenaires économiques de premier plan, soutenant la continuité des exportations et la relocalisation de certaines chaînes logistiques ukrainiennes.

Ainsi, la région apparaît aujourd'hui à la fois comme un pilier du soutien européen à l'Ukraine et comme un acteur majeur de la redéfinition des liens économiques avec ce pays, au cœur d'un environnement géopolitique et commercial en recomposition.

1. Des pays partenaires en première ligne du soutien à l'Ukraine

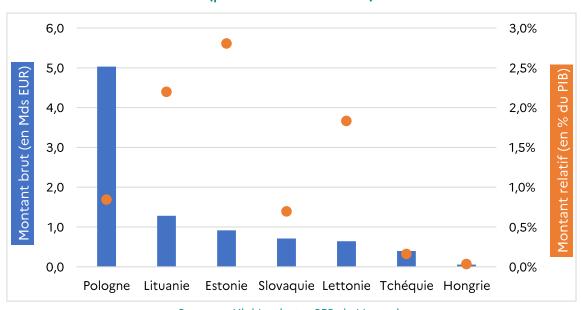
1.1. Les formes de soutien bilatéral

Depuis le déclenchement de la guerre d'invasion russe en Ukraine en février 2022, les pays d'Europe centrale et balte (ou ECB) comptent parmi les États membres de l'Union européenne les plus engagés dans le soutien à Kyiv. A eux seuls, ils ont effectivement décaissé 9,0 Mds EUR, soit 11,2 % des 80,7 Mds EUR d'aides bilatérales versées par l'ensemble des Etats membres selon le Kiel Institute – graphique 1.

Les décaissements sont quasi intégralement effectifs, à l'exception de montants restants à mobiliser en Estonie (250 M EUR), en Tchéquie (50 M EUR) et en Lettonie (30 M EUR).

L'effort bilatéral varie toutefois sensiblement selon les pays : la Pologne représente à elle seule plus de la moitié du total régional (5,0 Mds EUR, soit 55,6 %), tandis que la Hongrie se situe en queue de peloton avec 54 M EUR, juste devant Chypre à l'échelle de l'Union.

Rapportée au PIB (2021, selon la méthodologie du Kiel Institute), l'intensité de l'aide est particulièrement marquée dans les pays baltes : l'Estonie (2,8 %), la Lituanie (2,2 %) et la Lettonie (1,8 %) figurent parmi les plus généreux contributeurs.

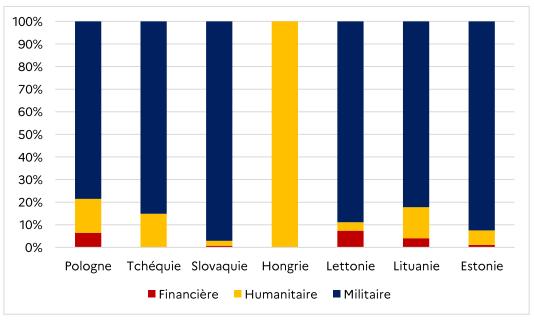


Graphique 1 : Montant de l'aide bilatérale allouée à l'Ukraine par les pays d'ECB (février 2022 – août 2025)

Sources: Kiel Institute, SER de Varsovie

Cette aide bilatérale recouvre trois formes de soutien : financier, humanitaire et militaire. C'est cette dernière composante qui domine, représentant environ 80 % de l'aide bilatérale décaissée par les pays d'Europe centrale et balte, soit une proportion comparable à la moyenne européenne – graphique 2.

Au total, les Etats de la région ont effectivement versé 7,1 Mds EUR d'aide militaire à l'Ukraine, soit 11,0 % de l'ensemble de l'aide militaire bilatérale fournie par les États membres de l'Union européenne (65,1 Mds EUR). Cet effort est supérieur à leur poids économique relatif, leur PIB cumulé (2021) représentant 8,2 % du PIB de l'Union.



Graphique 2 : Ventilation de l'aide bilatérale par type d'allocations

Sources: Kiel Institute, SER de Varsovie

En valeur absolue, le classement régional reste inchangé: la Pologne se place en tête, avec 3,6 Mds EUR d'aide militaire effectivement décaissée, soit 0,6 % de son PIB, devant la Lituanie (1,0 Md EUR) et l'Estonie (847 M EUR). La Hongrie, pour sa part, n'a fourni aucune aide militaire bilatérale, rejoignant ainsi Chypre et Malte, seuls autres États membres de l'Union européenne dans ce cas.

Rapportée au PIB, l'effort militaire reste particulièrement marqué dans les pays baltes : l'Estonie (2,6 % du PIB), la Lituanie (1,8 %) et la Lettonie (1,6 %) figurent parmi les contributeurs les plus importants à l'échelle de l'Union. Viennent ensuite la Slovaquie (0,7 %), la Pologne (0,6 %) et la Tchéquie (0,1 %).

En termes de livraisons, la Pologne s'impose comme le principal fournisseur européen de chars de combat à l'Ukraine. Elle a livré 354 chars, comprenant des T-72 d'origine soviétique, des PT-91 de conception polonaise et des Leopard allemands, pour une valeur totale estimée à 682 M USD. Ce volume fait de la Pologne le premier fournisseur mondial de chars dans le cadre de l'aide militaire bilatérale, devant les États-Unis, qui ont livré 76 chars (T-72 modernisés et 31 Abrams américains). La Pologne a également fourni 18 obusiers AHS Krab de fabrication nationale, pour une valeur d'environ 230 M USD.

La Tchéquie, de son côté, a livré 62 chars T-72 pour une valeur estimée à 100 M USD. Elle se classe en outre troisième fournisseur de systèmes de défense antiaérienne au sein de l'Union, avec 16 systèmes 2K12 KUB (d'origine soviétique) pour un total de 400 M USD, derrière l'Allemagne (3,9 Mds USD de systèmes IRIS-T) et l'Italie (1,0 Md USD de systèmes SAMP-T).

1.2. L'accueil massif de réfugiés

Du fait de leur proximité géographique avec l'Ukraine, les pays d'Europe centrale et balte figurent en première ligne des efforts européens d'accueil des réfugiés de guerre – tableau 1.

Tableau 1: Poids démographique et financier de l'accueil des réfugiés ukrainiens

		<u> </u>			
	Population		Coût estimé		
	en milliers	en % de la population	en Mds EUR	en % du PIB	
Pologne	1 000,3	2,6	36,2	6,1	
Lituanie	46,8	1,7	1,0	1,8	
Estonie	40,9	3,1	0,9	2,8	
Slovaquie	145,0	2,7	4,0	3,9	
Lettonie	31,9	1,7	1,4	3,9	
Tchéquie	374,3	3,5	9,3	3,8	
Hongrie	63,9	0,7	3,8	2,4	

Sources: Kiel Institute, SER de Varsovie

En valeur absolue, la Pologne demeure de loin le principal pays d'accueil de la région, avec environ 1 million de réfugiés ukrainiens présents sur son territoire au 31 août 2025. Conséquence directe de cette charge d'accueil, la Pologne est le deuxième contributeur européen en termes de moyens mobilisés, derrière l'Allemagne, avec 36,2 Mds EUR consacrés à l'accueil des réfugiés depuis février 2022, soit 6,1 % de son PIB.

La Tchéquie occupe le deuxième rang régional avec 374 000 réfugiés ukrainiens, et également le deuxième en valeur d'aide, ayant mobilisé 9,3 Mds EUR, soit 3,8 % de son PIB. Elle est toutefois le pays de l'Union accueillant le plus de réfugiés en proportion de sa population (3,5 %) – graphique 3.

0,11% 3,50%

Graphique 3 : Part des réfugiés ukrainiens dans la population des pays d'ECB

Sources: Kiel Institute, SER de Varsovie

Avec 41 000 réfugiés ukrainiens, l'Estonie présente la deuxième proportion relative la plus élevée de la région, après la Tchéquie. La Slovaquie, quant à elle, accueille 145 000 personnes (soit 2,7 % de sa population), mais se distingue par l'effort budgétaire le plus important de la région en proportion du PIB (3,9 %, soit 4,0 Mds EUR), à égalité avec la Lettonie, qui y consacre 1,4 Md EUR.

Une opportunité dans un contexte de « mur démographique »

Au-delà du coût immédiat représenté par l'accueil massif de réfugiés ukrainiens, cette arrivée constitue également une opportunité stratégique pour les pays d'Europe centrale et balte, confrontés à un défi démographique sans précédent.

Situés au pied d'un véritable « mur démographique », ces États voient leur population active se contracter sous l'effet combiné du vieillissement accéléré et de l'émigration des travailleurs, malgré un répit temporaire dû à la progression des taux d'activité. Derrière des taux de chômage historiquement bas affleurent désormais des pénuries persistantes de main-d'œuvre, qui menacent la croissance potentielle et freinent les processus de convergence enclenchés depuis leur adhésion à l'UE en 2004. Cette tension se traduit par des hausses rapides de rémunération et des difficultés de recrutement.

Dans ce contexte, l'arrivée de réfugiés ukrainiens constitue une bouffée d'oxygène bienvenue pour des marchés du travail déjà sous tension. Dans plusieurs pays, elle a permis la première augmentation de la main-d'œuvre depuis plus d'une décennie, notamment en Lituanie, en Estonie et en Hongrie. Les taux d'intégration professionnelle des réfugiés y sont particulièrement élevés : 66 % en Lituanie, 54 % en Estonie et 48 % en Tchéquie. Cette insertion rapide reflète non seulement la forte demande de main-d'œuvre, mais aussi la présence de réseaux ukrainiens préexistants facilitant leur accès à l'emploi, même si un grand nombre d'entre eux demeurent employés dans des postes en deçà de leurs qualifications.

Si ces arrivées ont permis d'atténuer temporairement les tensions, elles ne sauraient compenser durablement l'ampleur du défi démographique. Les flux ralentissent, certains réfugiés choisissent de rentrer en Ukraine, et d'autres migrent vers l'Ouest (Allemagne, États-Unis, Canada). Conscients de cette limite, les États de la région explorent des stratégies complémentaires : diversification des sources de main-d'œuvre, montée en gamme industrielle, automatisation, mais aussi politiques visant à encourager le retour ou l'installation durable de populations qualifiées.

Cf. <u>Dossier de février 2025</u> « Etat des lieux du marché du travail en Europe centrale et balte »

1.3. Les quotes-parts nationales des financements européens

Aux aides bilatérales et au coût estimlé de l'accueil des réfugiés, il faut ajouter les quotes-parts nationales des financements européens pour les pays de la région. Les quotes-parts nationales servent à financer les différentes mesures de soutien à l'Ukraine mises en place à l'échelle communautaire par la Commission européenne. Parmi elles, des initiatives de financement (Facilité pour l'Ukraine), de soutien aux réfugiés, ou encore de soutien militaire, à l'instar de la Facilité européenne pour la paix.

Ces derniers ont contribué à hauteur de 5,7 Mds EUR à l'aide communautaire pour l'Ukraine, soit 8,1 % des 69,6 Mds EUR alloués depuis février 2022. Ces allocations européennes recouvrent majoritairement la participation au budget (5,5 Mds EUR), devant celles de Banque européenne d'investissement (220 M EUR).

2. Une relation commerciale en expansion¹

2.1. Les principaux agrégats des échanges de biens

Les échanges de biens entre les pays d'Europe centrale et balte et l'Ukraine atteignent 30 Mds EUR en 2024, contre 10 Mds EUR en 2015, soit un triplement en dix ans. Cette dynamique s'est accélérée depuis le début de l'invasion russe à grande échelle en Ukraine, avec une hausse de 35 % des échanges depuis 2021 – graphique 4.

Le déficit commercial de l'Ukraine s'est creusé parallèlement à l'intensification des échanges : il est passé de 3,9 Mds EUR en 2021 à 13,7 Mds EUR en 2024, traduisant un déséquilibre commercial croissant au profit des partenaires d'Europe centrale et balte.



Graphique 4 : Commerce de biens en valeur entre l'Ukraine et les pays d'ECB (en Mds EUR)

Sources: COMEXT (Eurostat), SER de Varsovie

Le solde commercial des pays ECB vis-à-vis de l'Ukraine s'est donc sensiblement amélioré, avec un taux de couverture régional passé de 143 % en 2021 à 270 % en 2024.

Cette évolution est principalement tirée par la dynamique des échanges avec les pays du groupe de Visegrad, marquée par l'accroissement des excédents bilatéraux de la Pologne (+2,1 Mds EUR en 2021 à +8,8 Mds EUR en 2024 ; taux de couverture : 305 %), de la Tchéquie (+2,5 M EUR à +1,2 Mds EUR) et de la Slovaquie (de -41 M EUR à +919 M EUR). En particulier, l'intensification du commerce bilatéral entre la Pologne et l'Ukraine, multiplié par 3,9 entre 2015 et 2024, reflète notamment la montée des exportations polonaises de matériel de défense et de produits industriels liés à l'effort de guerre.

À l'inverse, la progression des échanges reste plus modérée pour les pays baltes. L'Estonie enregistre une amélioration de son excédent (de +22 M EUR en 2021 à +143 M EUR en 2024), tandis que la Lettonie est le seul pays de la région à afficher un déficit bilatéral (-29 M EUR en 2024 contre +22 M EUR en 2021). La Lituanie, quant à elle, voit son excédent se réduire légèrement (de +870 M EUR à +783 M EUR).

-

¹ Les aides ne sont pas comptabilisées dans les échanges de biens.

En termes de part de marché, les pays d'Europe centrale et balte pris ensemble représentent 20,7 % du commerce extérieur de l'Ukraine en 2024. La région se place ainsi nettement devant la Chine (14,9 %), les États-Unis (3,9 %) et la France (2,1 %). Alors que la Chine avait atteint une part équivalente à celle de la région en 2020, le déclenchement de la guerre en Ukraine marque un net découplage entre les deux tendances, au profit notamment de la part polonaise – graphique 5.

25 %

20 %

15 %

10 %

5 %

2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024

ECB — Chine — France — USA

Graphique 5 : Part d'une sélection de pays dans le commerce extérieur des biens de l'Ukraine 2014-2024

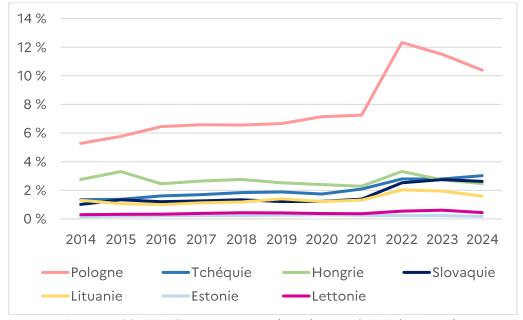
Sources: COMEXT (Eurostat – pays répondant: UA), SER de Varsovie

La Pologne concentre la moitié de la part régionale, avec 10,4 % des échanges extérieurs de l'Ukraine, suivie de la Tchéquie (3,0 %), de la Slovaquie (2,6 %, un niveau élevé au regard de la taille de son économie) et de la Hongrie (2,5 %). Parmi les pays baltes, la Lituanie occupe la première place (1,6 %), tandis que la Lettonie (0,4 %) devance légèrement l'Estonie (0,2 %), malgré la taille similaire de ces deux économies.

La part régionale a connu une forte progression après l'invasion russe. Sur la période 2014-2021, la part moyenne des pays ECB n'était que de 13,8 % du commerce extérieur de l'Ukraine. Entre 2021 et 2022, elle augmente de 8,8 points, passant de 14,9 % à 23,7 %. Cette dynamique contraste avec le léger recul observé pour la Chine (-2,5 points) et les États-Unis (-0,6 point) sur la même période. La Pologne enregistre la plus forte hausse à court terme (+5,5 points entre 2021 et 2022). Des augmentations plus modérées se constatent en Tchéquie, Hongrie, Slovaquie et Lituanie (environ +1 point chacune). La Lettonie connaît une hausse limitée (+0,2 point), tandis que la part de l'Estonie reste stable.

Depuis 2022, la part des pays d'ECB dans le commerce extérieur des biens de l'Ukraine a reculé de 3 points. La Pologne, qui conserve la part la plus importante de la région, a ainsi enregistré un léger recul (-1,9 point), de même pour la Hongrie, presque revenue à son niveau pré-2022 (2,5 % en 2024). Unique exception, la Tchéquie, dont la croissance, plus progressive, se poursuit en 2024, passant de 2,1 % en 2021 à 3,0 % en 2024– graphique 6.

Graphique 6 : Part des pays d'ECB dans le commerce extérieur des biens de l'Ukraine 2014-2024



Sources : COMEXT (Eurostat – pays répondant : UA), SER de Varsovie

Les exportations des pays d'Europe centrale et balte, qui représentent près de 72 % du total des échanges, atteignent 21,8 Mds EUR en 2024. Elles sont passées de 6 Mds EUR en 2015 à 22 Mds EUR en 2024, avec une forte accélération depuis 2022 (+17,4 % par rapport à 2023 ; +67,6 % par rapport à 2021).

La Pologne concentre 60 % de ces exportations, une part supérieure de 9 points à son poids dans le PIB régional (51 %). Viennent ensuite la Hongrie (13 %, +1 pt) et la Lituanie (5,7 %, +1 pt). À l'inverse, la Tchéquie (10,3 % contre 19 % du PIB régional), l'Estonie (1,0 % contre 2,4 %) et la Lettonie (1,7 % contre 2,4 %) sont sous-représentées.

Les importations, bien qu'en croissance sur la décennie, ont progressé moins rapidement que les exportations. Elles sont passées de 3,9 Mds EUR en 2015 à 8,1 Mds EUR en 2024, mais se sont contractées depuis 2022 (-6,4 % par rapport à 2023 ; -10,9 % par rapport à 2021). Cette baisse s'explique par l'affaiblissement des capacités de production induit par la guerre, qui pèse directement sur les exportations ukrainiennes : destruction d'infrastructures industrielles, perte de débouchés maritimes sur la mer Noire, saisie de produits agricoles dans les zones occupées, etc. Parallèlement, l'Ukraine a dû accroître ses importations d'armement et d'équipements étrangers pour soutenir son effort de défense.

2.2. La structure des échanges de biens montre le rôle d'intermédiaire logistique

2.2.1. Exportations

Les exportations régionales vers l'Ukraine, qui s'élèvent à 21,8 Mds EUR en 2024, connaissent une progression soutenue depuis le début de la guerre (+17,4 % par rapport à 2023 ; +67,6 % par rapport à 2021). Il est possible que cette hausse recouvre un important phénomène de réexportation.

Elles sont dominées par les combustibles minéraux, les armes et munitions, ainsi que les véhicules automobiles. Plus précisément (niveau HS-4), les pays d'ECB exportent principalement (i) des huiles de pétrole et minéraux bitumineux non-bruts (HS 2710), qui représentent 12,3 % des exportations régionales à destination de l'Ukraine soit 2,7 Mds EUR; (ii) des bombes, grenades, torpilles, mines, missiles, munitions et projectiles (HS 9306) pour 1,9 Mds EUR (8,6 %); ainsi que (iii) des véhicules automobiles (HS 8703) pour 875 M EUR (4,0 %).

En termes d'origine pays de ces produits :

- Les huiles de pétrole et minéraux bitumineux non bruts proviennent surtout de Pologne (1,7 Md EUR), de Lituanie (582 M EUR, part élevée au regard de la taille de l'économie) et de Hongrie (406 M EUR).
- Les munitions et projectiles sont exportés quasi exclusivement par la Pologne (1,7 Md EUR) et la Slovaquie (138 M EUR).
- Les véhicules automobiles proviennent principalement de Pologne (470 M EUR), de Hongrie (168 M EUR) et de Tchéquie (117 M EUR). La Slovaquie, pourtant grand exportateur automobile régional, reste sous-représentée dans le commerce avec l'Ukraine (91 M EUR).

En parallèle, les besoins accrus de l'économie ukrainienne en énergie et équipements électriques se reflètent dans la structure des exportations régionales :

- Les gaz de pétrole et hydrocarbures gazeux (HS 2711), représentant près de 4 % des exportations régionales, constituent le principal produit hongrois (573 M EUR), ainsi que le douzième poste polonais (148 M EUR) et le deuxième poste lituanien (74 M EUR).
- L'énergie électrique (HS 2716) constitue le premier poste d'exportation de la Slovaquie (444 M EUR), le deuxième de la Hongrie (222 M EUR) et le dixième de la Pologne (156 M EUR).
- Les accumulateurs électriques et batteries (HS 8507) figurent parmi les principaux postes de la Pologne (neuvième, 159 M EUR) et de la Tchéquie (quatrième, 91 M EUR).
- Les groupes électrogènes (HS 8502) sont également importants : deuxième poste d'exportation de la Tchéquie (138 M EUR), sixième de la Slovaquie (50 M EUR) et neuvième de la Hongrie (47 M EUR).

La guerre a aussi entraîné une montée en puissance des exportations d'armement et de matériel militaire :

- Les armes de guerre (HS 9301) sont le troisième poste d'exportations polonaises (524 M EUR) et le douzième poste des exportations slovaques (26 M EUR).
- Les drones (HS 8806) sont notamment le quatrième poste d'exportations polonais (482 M EUR) et le septième poste d'exportations de la Tchéquie (62 M EUR) et le quatrième pour l'Estonie (18 M EUR);
- Les chars et blindés (HS 8710): sont le huitième poste d'exportations polonaises (167 M EUR) et le quatorzième poste pour la Slovaquie (24 M EUR).

Enfin, d'autres postes sont significatifs dans les exportations des pays d'ECB, notamment :

- Le matériel informatique : les téléphones, smartphones et composants (HS 8517) sont le premier poste d'exportation de la Tchéquie (254 M EUR) et le deuxième de la Slovaquie (204 M EUR). Les appareils d'émission pour la radiodiffusion (HS 8525) sont le premier poste de l'Estonie (35 M EUR) et le onzième de la Tchéquie (35 M EUR).
- Les médicaments (HS 3004) occupent également une place importante : quatrième poste de la Hongrie (222 M EUR), quinzième de la Pologne (95 M EUR), deuxième de la Lettonie (25 M EUR) et neuvième de la Lituanie (20 M EUR).

Dans l'ensemble, la structure des exportations régionales a été profondément transformée depuis 2022, avec une montée en puissance des produits énergétiques et du matériel militaire, reflet direct de la guerre et des besoins de résilience de l'économie ukrainienne – tableau 2.

Tableau 2: Top 10 des exportations de biens des pays d'ECB vers l'Ukraine

2021	2024
1. Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux (HS 2711) 931 M EUR (7 % du total régional)	1. Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux non brutes (HS 2710) 2,7 M EUR (12 %)
2. Véhicules automobiles conçus pour le transport de moins de 10 personnes, à l'exception des véhicules de transport de marchandise (HS 8703) 699 M EUR (5 %)	2. Bombes, grenades, torpilles, mines, missiles, cartouches, autres munitions et projectiles, et leurs parties (HS 9306) 1,9 Md EUR (9 %)
3. Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux non brutes (2710) 603 M EUR (5 %)	3. Véhicules automobiles conçus pour le transport de moins de 10 personnes, à l'exception des véhicules de transport de marchandise (HS 8703) 875 M EUR (4 %)
4. Médicaments (3004) 372 M EUR (3 %)	4. Energie électrique (HS 2716) 822 M EUR (4 %)
5. Engrais minéraux ou chimiques (3105) 339 M EUR (3 %)	5. Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux (HS 2711) 820 M EUR (4 %)
6. Fils et câbles électriques / optiques (8544) 269 M EUR (2 %)	6. Aéronefs sans pilote (HS 8806) 568 M EUR (3 %)
7. Téléphones, smartphones, appareils de transmission de données, et leurs parties (HS 8517) 193 M EUR (1 %)	7. Armes de guerre (HS 9301) 551 M EUR (2 %)
8. Matériel de raccordement des circuits électriques (HS 8536) 169 M EUR (1 %)	8. Téléphones, smartphones, appareils de transmission de données, et leurs parties (HS 8517) 545 M EUR (2 %)
9. Matériel de chauffage (HS 8516) 164 M EUR (1 %)	9. Médicaments (HS 3004) 375 M EUR (2 %)
10. Parties et accessoires de véhicules de transport collectif, transport de marchandises et tracteurs (HS 8708) 163 M EUR (1 %)	10. Groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques (HS 8502) 318 M EUR (1 %)

Sources: Eurostat, SER de Varsovie

Sur certains produits énergétiques et militaires, la région ECB se positionne comme pilier de la fourniture européenne à l'Ukraine en 2024. De manière particulièrement notable, la région concentre 100 % des exportations de l'UE vers l'Ukraine de cokes et semi-cokes (184 M EUR, HS 2704) ainsi que des appareils et dispositifs pour le lancement de véhicules aériens (HS 8805). Elle représente 94 % des exportations de gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux (HS 2711, 820 M EUR), mais également 95 % des armes de guerre (HS 9301, 551 M EUR) et 88 % de l'énergie électrique (HS 2716, 823 M EUR). Ces chiffres soulignent le rôle logistique central de la région ECB dans l'approvisionnement énergétique et militaire de l'Ukraine au sein de l'Union européenne.

2.2.2. Importations

Les importations de biens de la région depuis l'Ukraine en 2024 se concentrent sur un nombre restreint de biens de consommation intermédiaire. Celles-ci reposent en premier lieu sur des achats (i) de minerais de fer (HS 2601), pour 1,3 Md EUR, soit 15 % des importations régionales depuis l'Ukraine; (ii) de fils et câbles électriques et optiques (HS 8544) pour 438 M EUR; ainsi que (iii) les huiles de tournesol, carthame et de coton (HS 1512) pour 421 M EUR.

En termes de destination pays de ces produits :

- Les minerais de fer sont achetés principalement par la Slovaquie (447 M EUR, premier poste d'importation depuis l'Ukraine), la Pologne (453 M EUR) et la Tchéquie (366 M EUR). La région ECB représente 81 % des importations totales de l'UE en minerais de fer depuis l'Ukraine.
- Les fils et câbles électriques et optiques sont le premier poste d'importation pour la Hongrie (257 M EUR) et le deuxième pour la Tchéquie (86 M EUR).
- Les huiles de tournesol, carthame et coton sont importées quasi exclusivement par la Pologne (368 M EUR sur 421 M EUR), qui dispose d'une importante industrie agroalimentaire.

D'autres produits, à plus faible valeur, sont également importés pour transformation ou usage industriel, tels que :

- Autres produits du fer et de l'acier : la Pologne concentre la quasi-totalité des achats régionaux, avec 290 M EUR sur 293 M EUR pour les produits laminés (HS 7208) et 69 M EUR pour les demi-produits en fer ou aciers non alliés (HS 7207);
- Tourteaux et résidus solides d'extraction d'huile de soja (HS 2304) : cinquième poste d'importation pour la Pologne (148 M EUR) et troisième pour la Hongrie (66 M EUR) ;
- **Fruits (HS 0811)**: onzième poste pour la Pologne (67 M EUR) et troisième pour la Tchéquie (44 M EUR);
- Bois: les bois sciés et dédossés (HS 4407) représentent le deuxième poste d'importation de la Lituanie (40 M EUR) et le premier poste de l'Estonie (7 M EUR), tandis que les bois plaqués, contre-plaqués, stratifiés et panneaux (HS 4412) sont le neuvième poste pour la Tchéquie (15 M EUR).

Contrairement aux exportations, les importations depuis l'Ukraine n'ont pas été profondément modifiées par l'invasion russe de février 2022 – tableau 3.

Exception faite d'une forte baisse des achats de gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux (HS 2711), passés de 654 M EUR (7 %) en 2021 à 22 M EUR (<1 %) en 2024.

Les autres secteurs conservent leur poids relatif : en particulier, les minerais de fer, malgré un recul de 4 points de pourcentage dans la part des importations totales de la région, restent de loin le premier poste d'importation régional.

Tableau 3: Top 10 des importations de biens des pays d'ECB depuis l'Ukraine

2021	2024
1. Minerais de fer et leurs concentrés (HS 2601)	1. Minerais de fer et leurs concentrés (HS 2601)
1,8 Md EUR (19 % des importations régionales	1,3 Mds EUR (15 %)
2. Gaz de pétrole et autres hydrocarbures	2. Fils et câbles électriques et optiques (HS
gazeux (HS 2711)	8544)
654 M EUR (7 %)	438 M EUR (5 %)
3. Produits laminés plats, en fer ou en aciers	3. Huiles de tournesol, carthame et de coton
non alliés, laminés à chaud, non plaqués ou	(HS 1512)
revêtus (HS 7208)	421 M EUR (5 %)
606 M EUR (7 %)	
4. Fils et câbles électriques et optiques (HS	4. Produits laminés plats, en fer ou en aciers
8544)	non alliés, laminés à chaud, non plaqués ou
354 M EUR (4 %)	revêtus (HS 7208)
	293 M EUR (4 %)
5. Matériel de chauffage (HS 8516)	5. Huile de soja et ses fractions, même
353 M EUR (4 %)	raffinées, mais non chimiquement modifiées
	(HS 1507)
	235 M EUR (3 %)
6. Produits laminés plats, en fer ou en aciers	6. Tourteaux et autres résidus solides de
non alliés, plaqués ou revêtus, laminés à chaud	l'extraction de l'huile de soja (HS 2304)
ou à froid (HS 7210)	216 M EUR (3 %)
299 M EUR (3 %)	
7. Huile de soja et ses fractions, même	7. Matériel de chauffage (HS 8516)
raffinées, mais non chimiquement modifiées	210 M EUR (2 %)
(HS 1507) 192 M EUR (2 %)	
<u> </u>	
8. Bois sciés ou dédossés longitudinalement,	8. Bois sciés ou dédossés longitudinalement,
tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés	tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés
ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur > 6 mm (HS 4407)	ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur > 6 mm (HS 4407)
186 M EUR (2 %)	159 M EUR (2 %)
, ,	9. Tourteaux et autres résidus solides de
9. Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, laminés à froid, non plaqués ni	l'extraction de graisses ou huiles végétales à
revêtus (HS 7209)	l'exclusion du soja (2306)
173 M EUR (2 %)	155 M EUR (2 %)
10. Téléphones, smartphones, appareils de	10. Meubles et leurs parties (HS 9403)
transmission de données, et leurs parties (HS 8517)	133 M EUR (2 %)
163 M EUR (2 %)	
· ·	r SER de Varsovie

Sources: Eurostat, SER de Varsovie

Enfin, plusieurs spécificités bilatérales méritent d'être soulignées, telles que les 202 M EUR d'importations d'appareils électriques pour le chauffage (HS 8516) de la Hongrie, les 98 M EUR d'achats de meubles (HS 9403) par la Pologne, les 55 M EUR d'achats de viandes et abats comestibles (HS 0207) par la Slovaquie, dont c'est le deuxième poste d'importations, ou encore les wagons pour le transport de marchandises (HS 8606), troisième poste d'importations de la Lituanie (21 M EUR).

Zoom sur les importations de produits agricoles ukrainiens

Avant la guerre, les pays voisins de l'Ukraine n'importaient que des quantités limitées de céréales et d'oléagineux.

Pour soutenir l'économie ukrainienne, la Commission européenne a décidé, en mai 2022, une libéralisation temporaire des échanges avec l'Ukraine, facilitant l'exportation de ses marchandises vers le marché unique. Parallèlement, l'UE, en coopération avec ses États membres limitrophes, a mis en place les couloirs de solidarité UE-Ukraine, permettant le transit des produits ukrainiens via les réseaux routiers, ferroviaires et fluviaux européens.

Ces mesures ont favorisé une hausse des exportations agricoles ukrainiennes sur le marché européen et ont suscité la colère d'agriculteurs dans les Etats membres limitrophes, poussant certaines autorités nationales à dénoncer une concurrence déloyale des exportations ukrainiennes. Ainsi, la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie ont instauré dès 2023 des embargos sur certains produits agroalimentaires ukrainiens, principalement le maïs, le blé et le colza.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous: cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr